

Élections européennes de juin

«Il n'y aura pas de Grand Soir de la droite au Parlement européen»

Malgré la poussée des conservateurs à Bruxelles, l'experte Peggy Corlin estime que les grands chantiers de l'Union ne seront pas fondamentalement remis en cause.

Théophile Simon

Après les élections indiennes, prévues elles aussi pour le mois de juin, c'est l'un des plus grands scrutins électoraux de la planète en 2024. Plus de 400 millions de citoyens de l'Union européenne (UE) seront appelés aux urnes du 6 au 9 juin pour élire les 720 prochains députés du Parlement européen, sis à Strasbourg et à Bruxelles. De l'équilibre des forces politiques au parlement découlera ensuite la future équipe de la Commission européenne.

La mandature 2019-2024, qui s'achève, aura été marquée par d'importantes réformes en faveur de l'environnement et de la biodiversité rendues possibles par une large coalition allant de la gauche au centre droit. Mais le vent politique européen tourne. La droite contestataire, de Giorgia Meloni en Italie à Marine Le Pen en France en passant par Geert Wilders aux Pays-Bas, a le vent en poupe. Au point de forcer la Commission européenne à un grand coup de barre à tribord? Pour Peggy Corlin, responsable du bureau bruxellois de la Fondation Robert Schuman, un tel scénario est peu probable.

Quelle devrait être la couleur politique du prochain Parlement européen?

Les premières études d'opinion indiquaient une forte poussée des partis de droite radicale (CER) et d'extrême droite (ID), mais cette dynamique semble s'être quelque peu tassée. Le dernier sondage de l'institut Ipsos indique que les forces proeuropéennes devraient



Du 6 au 9 juin prochains, 720 sièges de députés européens seront remis en jeu.

KEYSTONE/EPA/
RONALD WITTEK

Bruxelles, plutôt volontariste, risque d'être entravée. Le PPE et le CER se font les porte-voix d'un ras-le-bol des entreprises et de certains citoyens quant aux nouvelles mesures en faveur du climat, comme sur l'interdiction du moteur thermique d'ici à 2035, l'interdiction de certains pesticides ou la loi sur la restauration de la nature.

«Le dernier sondage de l'institut Ipsos indique que les forces proeuropéennes devraient conserver près de 63% des sièges.»



Peggy Corlin
Fondation Robert Schuman



Fabrication d'obus destinés à l'Ukraine à l'usine de Rheinmetall à Unterlüß, au nord de l'Allemagne.

AFP/AXEL HEIMKEN

conserver près de 63% des sièges, ce qui signifierait qu'une «super grande coalition» entre le PPE (centre droit), les sociaux-démocrates, les centristes de Renew et les Verts sera toujours possible. Le CER et ID vont certes gagner une trentaine de sièges (sur 720), mais pour l'heure on ne s'achemine pas vers un Grand Soir de la droite au Parlement européen le 9 juin.

Pourquoi la poussée de la droite et de l'extrême droite semble-t-elle s'essouffler?

Il existe bel et bien une montée des droites à l'échelle du continent, comme en témoigne la bonne forme du RN en France ou de l'AFD en Allemagne. Mais il ne faut jamais oublier que les élections européennes restent un agrégat de 27 campagnes nationales. Les différents électors et leurs priorités ne sont pas homogènes. Le CER (auquel appartiennent les élus de Giorgia Meloni) et ID (dont fait partie le RN français) ne sont par ailleurs pas susceptibles de s'allier pour peser d'un bloc. Trop de dos-



Manifestation de paysans en marge d'un Conseil «Agriculture et pêche» à Bruxelles, le 26 mars.

KEYSTONE/EPA/
OLIVIER MATTHYS

L'aide européenne à l'Ukraine sera-t-elle affectée?

Le Parlement européen n'a pas de réelles compétences en matière de politique étrangère. Et, au Conseil, les décisions se prennent à l'unanimité. Sur le plan industriel, l'UE s'est néanmoins activée depuis le début de l'invasion russe, notamment par le biais de sa stratégie récente pour réduire la dépendance aux États-Unis en matière de défense, la centralisation des commandes d'armes au niveau européen et la production d'obus. Ces dossiers ne devraient pas être remis en cause lors de la prochaine mandature, car les principaux partis représentés au parlement sont largement pro-ukrainiens. Le débat qui s'ouvre maintenant est celui du financement: certains pays, dont la France, réclament un grand emprunt à l'échelle communautaire pour booster l'industrie de défense. Mais cette question se réglera entre États, dans le cénacle du Conseil européen.

La rue israélienne aura-t-elle raison de Netanyahu?

Guerre à Gaza
Des mégamémanifestations réclament sa démission. Des ministres le poussent vers la sortie. Washington aussi. Mais «Bibi» s'accroche.

Surprise. L'armée israélienne a annoncé ce dimanche le retrait de ses troupes du sud de la bande de Gaza. Une attaque sur Rafah n'est donc plus imminente. Serait-ce un repli tactique ou un geste de bonne volonté pour apaiser Washington et favoriser les négociations sur un cessez-le-feu et la libération des otages?

Ce qui est sûr, c'est que le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu subit des pressions immenses. En pleine guerre de Gaza, une foule gigantesque était rassemblée samedi soir à Tel-Aviv sur la place de la Démocratie pour réclamer sa démission. Il y avait là 100'000 manifestants, selon les organisateurs. À Jérusalem, Haïfa, Beersheba, dans une cinquantaine de localités du pays, des di-

zaines de milliers de personnes sont aussi descendues dans la rue pour dénoncer «Bibi», l'accusant de freiner la libération des 133 otages encore détenus par le Hamas dans la bande de Gaza.

Fin de l'union sacrée

C'est donc la fin de l'union sacrée. La rue israélienne, au lendemain des attaques terroristes du 7 octobre, avait cessé les mégamémanifestations du samedi contre les réformes menaçant la Cour suprême. Mais la contestation a repris il y a une semaine. Avec une nouvelle composante: le mouvement des familles d'otages, exaspérées de voir le gouvernement tergiverser alors que la vie de citoyens israéliens est en péril.

Puis mercredi, coup de tonnerre: le ministre Benny Gantz, membre du cabinet de guerre et principal rival de «Bibi» Netanyahu, appelait de ses vœux un scrutin anticipé. «Nous devons fixer une date consensuelle pour le mois de septembre, ou si vous préférez pour le 1^{er} anniversaire de la guerre.»



Manifestation énorme ce samedi soir à Tel-Aviv des familles d'otages et leurs sympathisants. AFP/JACK GUEZ

Il faisait écho aux attentes de Washington, formulées le mois passé lors du discours solennel de Chuck Schumer, leader de la majorité démocrate au Sénat. Le plus haut responsable juif élu de l'histoire des États-Unis appelait à la tenue d'élections en Israël, estimant que son ami Bibi «s'est égaré en laissant sa survie politique

prendre le pas sur l'intérêt supérieur d'Israël».

Cette droitisation, plus faible que prévu, sera donc sans conséquences?

Pas tout à fait. Des coalitions ponctuelles de droite pourront advenir

siers importants les opposent, comme la crise ukrainienne, l'élargissement européen ou l'OTAN. Par ailleurs, le «cordon sanitaire» des partis proeuropéens face à ID tient toujours. De son côté, le CER, mieux inséré au parlement, au conseil et à la commission, tient à conserver sa position.

au cas par cas, notamment pour faire obstruction. On le voit déjà en cette fin de mandature 2019-2024, avec la mise en place du Pacte vert qui se trouve fortement ralenti. Un poids plus important des droites contestataires signifie aussi que, selon les résultats, le futur Exécutif européen pourrait devoir faire des concessions au PPE et au CER. Là encore, c'est sur la politique environnementale que ces concessions devraient être les plus tangibles. La dynamique verte de ces cinq dernières années à

des élections anticipées, plutôt que d'attendre la fin de son mandat à l'automne 2026.

Le vent tourne. Tout comme Benny Gantz, les ministres Yoav Gallant et Gadi Eisenkot cachent mal leur ambition de briguer le poste de premier ministre, note Nomi Bar-Yaacov, chercheuse associée à l'institut Chatham House. Au sein même du Likoud, le parti de Netanyahu, on prépare sa succession.

Repousser le procès

Mais Bibi s'accroche. La survie de sa coalition d'extrême droite lui est indispensable pour repousser un procès pour corruption qui lui est intenté. C'est ce que suspectent bien des Israéliens. Samedi, Danny Yatom, ancien chef du Mossad, accusait Bibi de prolonger la guerre à Gaza car «tant que les armes grondent, il est plus facile pour lui de «dissoudre» son procès criminel». Et tant que sa coalition tient, il contrôle la majorité au parlement. Ce ne sont pas quelques pressions qui le feront partir.

Andrés Allemand Smaller

Slovaquie

Peter Pellegrini devient président

Âgé de 48 ans, l'ancien premier ministre Peter Pellegrini a battu samedi le diplomate pro-occidental Ivan Korcok avec plus de 53% des voix lors de l'élection présidentielle. L'isolement international de la Slovaquie risque de s'accroître avec un président sceptique face à l'Ukraine, ont estimé dimanche des analystes, selon qui le gouvernement pourrait intensifier sa rhétorique pro-russe. **AFP**

«Situation critique» à Orsk dans l'Oural

Inondations «Situation critique»: les autorités russes ont reconnu dimanche que les inondations à Orsk, dans l'Oural, s'étaient aggravées ces dernières heures, deux jours après la rupture d'un barrage, ayant déjà entraîné l'évacuation de plusieurs milliers d'habitants. Aucune victime n'a été rapportée à ce stade. **AFP**